



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 26/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ADDIPLAST S.A.**

Z.I. de Campine  
43620 Saint-Pal-de-Mons

Références : PRICAE-PRC-24-013  
Code AIOT : 0005600255

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2024 dans l'établissement ADDIPLAST S.A. implanté Z.I. de Campine 43620 Saint-Pal-de-Mons. L'inspection a été annoncée le 01/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a eu lieu dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées sur la prévention de la dissémination des granulés de plastique industriels (GPI).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ADDIPLAST S.A.
- Z.I. de Campine 43620 Saint-Pal-de-Mons
- Code AIOT : 0005600255
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Addiplast est une société spécialisée dans le « compoundage », c'est-à-dire la transformation de granulés plastiques par ajout de couleur et d'additifs pour apporter des caractéristiques spécifiques (couleur, résistance, élasticité....).

### **Thèmes de l'inspection :**

- Action nationale 2024 sur la prévention de la dissémination des GPI (Granulés Plastiques Industriels)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Délais
2	Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Demande d'action corrective	1 mois
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Demande d'action corrective	1 mois
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a bien mis en place des dispositifs de récupération (grilles) des granulés plastiques à l'entrée des réseaux enterrés et fait réaliser un audit sur les moyens et procédures mis en place pour prévenir la perte de granulés dans l'environnement.

Toutefois, les dispositions prises nécessitent quelques compléments d'information et des mesures correctives en particulier sur la présence de granulés de 1 mm alors que les grilles sur site ont des trous de 2 mm. L'exploitant est donc invité à transmettre sous 1 mois un plan d'actions correctives.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Typologie des sites industriels**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b> A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés

<p>indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.</p> <p>Art. D. 541-360.-Pour l'application de l'article L. 541-15-11 et au sens de la présente sous-section, on entend par :</p> <p>1° " Plastique ", un matériau constitué d'un polymère tel que défini à l'article 3, point 5, du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006, auquel des additifs ou autres substances peuvent avoir été ajoutés, et qui peut jouer le rôle de composant structurel principal de produits finaux, à l'exception des polymères naturels qui n'ont pas été chimiquement modifiés ;</p> <p>2° " Granulés de plastiques industriels ", les matières plastiques commercialisées sous différentes formes, dont les dimensions externes sont supérieures à 0,01 mm et inférieures à 1 cm ;</p> <p>3° " Sites de production, de manipulation et de transport ", les sites industriels où sont fabriqués, manutentionnés, stockés, utilisés, ou transformés des granulés de plastiques industriels et au sein desquels la quantité totale de granulés de plastiques industriels susceptible d'être présente est supérieure à 5 tonnes, ainsi que les aires de lavage de citernes, fûts et autres contenants de transport de granulés de plastiques industriels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site reçoit des granulés de plastiques industriels transparent auxquels il ajoute des couleurs et des additifs, puis fait fondre la matière, la refroidit, la sèche et la remets sous forme de granulés. Le produit final est un « compound » (ou composat en français), mélange de polymères avec d'autres substances. Il est utilisé dans différentes sortes d'industries (automobile, chimie..).</p> <p>Selon l'exploitant, la taille des granulés est de 3 mm.</p> <p>Au titre des rubriques de la nomenclature, le site est autorisé (arrêté préfectoral du 22/12/2005) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour la transformation de polymères à chaud (extrusion, rubrique 2661-1, capacité de 60 t/j) et à froid (découpe, rubrique 2661-2) ;</li> <li>- et pour l'entreposage de 3500 m<sup>3</sup> de polymères (rubrique 2662-a).</li> </ul> <p>Ces trois rubriques initialement à autorisation, relèvent désormais du régime de l'enregistrement. Le site dépasse le seuil de 5 tonnes de granulés plastiques industriels de dimensions comprises entre 0,01 mm et 1 cm et est donc bien visé par les obligations au titre du L. 541-15-11.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de GPI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site a fait une analyse des regards pour identifier ceux à risque « fort » à équiper d'une grille pour collecter les granulés, ceux à risque « faible » (non équipés de grille mais à surveiller) et ceux à risque « nul » (non équipés, il s'agit de 2 regards du côté des bâtiments administratifs). Ces regards sont identifiés sur un plan (SCM.DOC.20 du 3 janvier 2023 - cf. annexe 1) dont l'annexe est la grille de cotation de chaque regard. L'intérieur des bâtiments n'apparaît pas sur ce plan car il est indiqué que tous les regards dans les bâtiments sont équipés de grilles.</p> <p>Sur site, nous avons constaté la présence de grilles (cf. photos en annexe 2) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- par sondage, une grille dans la zone de conditionnement du produit final.</li> <li>- à l'extérieur des bâtiments, nous avons fait un tour des regards sans être exhaustif : nous avons constaté que les grilles en place semblent bien conçues pour collecter les granulés. Toutefois, certains points doivent être améliorés ou rectifiés :</li> <li>- dans la zone des regards 18 et 19 sur le plan de l'exploitant (risque « faible », à surveiller), sur place il n'y a pas de grille alors que nous avons pu y trouver la présence de quelques granulés sur le sol. Il s'agit d'une zone où il peut y avoir du chargement de granulés en camion, la mise en place de grilles apparaît nécessaire</li> <li>- du côté des regards 5 et 3, se trouvent des silos d'entreposage de granulés : nous avons constaté la présence de grille (regard n°3 mal localisé sur le plan mais selon les déclarations de l'exploitant le granulé dans ces silos est plus petit que sur le reste du site (1 mm) alors que les grilles sont les mêmes partout (trous de 2 mm) : aussi, l'exploitant doit proposer des actions correctives pour s'assurer de collecter ces granulés dans les différentes zones où ils sont manipulés et entreposés.</li> </ul> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande n°1 :</b> l'exploitant doit corriger l'absence de grilles sur les regards extérieurs 18 et 19 et proposer des actions correctives et un calendrier pour identifier les grilles à mettre en place ou à modifier vis-à-vis des granulés inférieures à 2 mm (sans oublier les grilles à l'intérieur des bâtiments). L'exploitant doit également mettre à jour la grille de cotation du risque pour ces grilles et ajouter les grilles 29 à 32 ainsi que les grilles à l'intérieur du bâtiment.</p> <p><b>Demande n°2 :</b> le plan ne présente que les grilles et regards à l'extérieur des bâtiments : il doit être complété avec regards et grilles à l'intérieur des bâtiments.</p> <p><b>Demande n°3 :</b> lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le plan des réseaux est en cours de mise à jour : il doit transmettre cette mise à jour (réseau des eaux pluviales et réseau des eaux industrielles) ainsi que le positionnement de chaque grille par rapport aux réseaux afin de justifier que tous les points de rejet sont bien équipés de grille lorsque nécessaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de GPI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques</p>

<p>industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <p>a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;</p> <p>b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;</p> <p>c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;</p> <p>d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;</p> <p>e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;</p> <p>f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;</p> <p>g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</p> <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Nous avons procédé par sondage par rapport à cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- concernant le a), l'exploitant a identifié sur un plan les zones où des granulés sont susceptibles d'être rejetés ou épanchés (cf. constat précédent). Toutefois ce plan doit être complété avec l'intérieur des bâtiments (cf. constat n°1) ;</li> <li>- concernant le e), l'exploitant a mis en place une vérification mensuelle des grilles, par secteur de l'usine : lors du passage, la vérification de janvier avait été effectuée. Cette vérification ne porte que sur les grilles à l'extérieur des bâtiments (eaux pluviales) ;</li> <li>- concernant le g), l'exploitant a présenté les fiches de contrôle des 24 février et 27 octobre 2024.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande n°4 :</b> les grilles à l'intérieur des bâtiments ne font pas partie du plan et des vérifications mensuelles, or elles participent aussi à la prévention de la dissémination des granulés dans l'environnement, elles doivent donc être ajoutées aux vérifications périodiques.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de GPI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis</p>

au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ("European Cooperation for Accreditation", ou "EA"), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 "Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management" ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

**Constats :**

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de l'audit réalisé le 8/11/2022 par Bureau Veritas (Champagne au Mont d'Or) ainsi que l'attestation de conformité datée du 13/3/2023.

**Observation :** le rapport d'audit n'est pas daté et ne comporte pas de numéro de version. Cette remarque sera remontée au ministère.

La synthèse de l'audit en page 3 du rapport liste le nombre d'exigences non conformes et le nombre de points de contrôle : selon cette synthèse, il n'y a eu aucun point non conforme or certains apparaissent non conformes dans le reste du rapport (absence de vérification des emballages utilisés par exemple).

Par sondage lors de l'inspection, nous avons regardé si l'exploitant avait mis en place une vérification de la solidité des emballages comme demandé dans le rapport d'audit : la vérification a été ajoutée avant expédition des produits.

Enfin, sur le site Internet de Addiplast, il est fait mention de l'audit et l'attestation de conformité du 13/3/2023 a été publiée. Or l'article D541-364 demande la publication d'une synthèse de l'audit.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°5 :** Sur le site du COFRAC pour le vérificateur Bureau Veritas, l'attestation d'accréditation disponible selon la norme ISO17021 est valide depuis le 13 mars 2023, or l'audit a été réalisé avant cette date : l'exploitant doit communiquer le justificatif que le vérificateur était accrédité en novembre 2022.

**Demande n°6 :** Au vu de l'attestation de conformité délivrée en mars 2023 par Bureau Veritas, l'exploitant transmettra les documents qui lui ont permis de justifier auprès de BV de la mise en conformité suite au rapport d'audit, ou bien d'une version ultérieure du rapport d'audit justifiant de cette conformité.

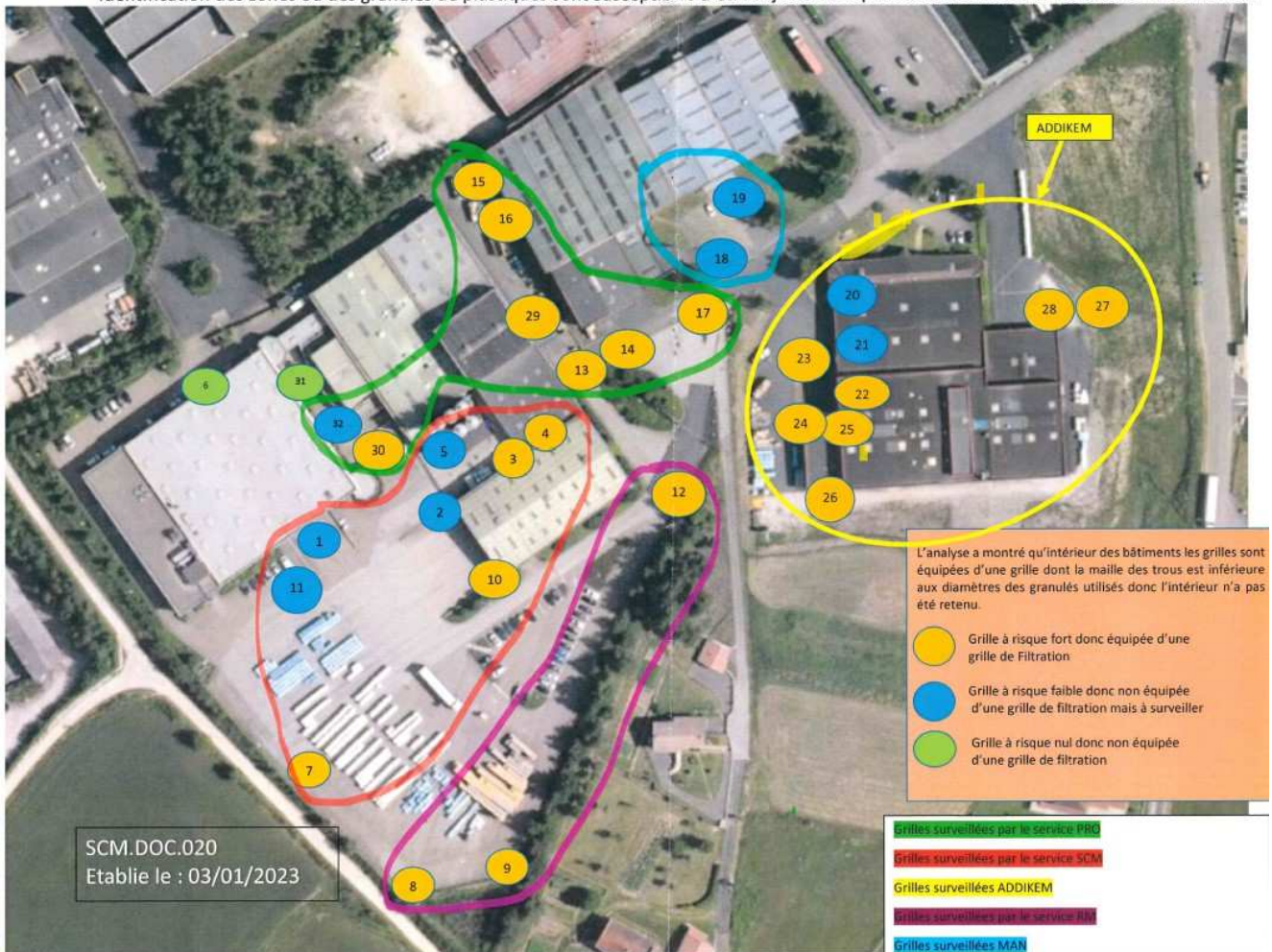
**Demande n°7 :** L'exploitant doit compléter la publication internet avec une synthèse de l'audit.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



Annexe 1 au rapport d'inspection du 14 février 2024 chez Addiplast  
 Plan remis le 14 février 2024 : identification des zones à risques et des regards équipés de grilles

Identification des zones où des granulés de plastiques sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement





Annexe 2 au rapport d'inspection du 14 février 2024 chez Addiplast  
Photos de grilles prises lors de l'inspection



Grille à l'intérieur du bâtiment de production (côté nord, conditionnement), scellée selon l'exploitant

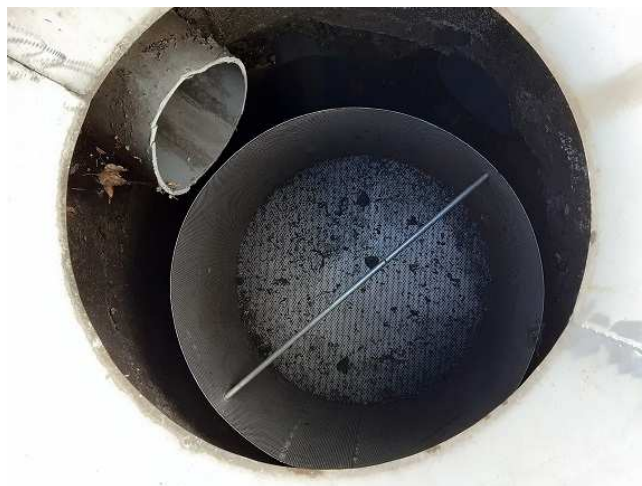


Exemple 1 d'une grille extérieure



Exemple 2 de grille extérieure





Exemple 3 de grille extérieure surmontée d'un entonnoir pour canaliser les effluents vers la grille



Regard n°18 non équipé de grille



Regard n°19 non équipé de grille